



finma

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA  
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA  
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

27 MARS 2018

# Rapport 2017 sur l'*enforcement*

Moyen visible pour la FINMA d'atteindre les objectifs de la surveillance, l'*enforcement* a pour but de mettre un terme aux irrégularités, d'assurer le rétablissement de l'ordre légal et de sanctionner avec effet préventif les violations de la législation. La FINMA rend compte de son activité dans ce domaine non seulement dans son rapport d'activité, mais également dans le présent rapport sur l'*enforcement* paraissant chaque année. Le rapport sur l'*enforcement* a comme vocation de présenter l'activité de la FINMA en matière d'*enforcement* tant aux acteurs des marchés financiers qu'au large public, et ce, sur la base de courtes descriptions anonymisées de cas et de statistiques. Il ne s'agit pas seulement de faire la transparence sur cette activité de la FINMA visant à faire appliquer le droit, mais également d'avoir un effet préventif en présentant les comportements qui ont conduit à une intervention de l'autorité de surveillance et au prononcé de telles mesures.

En 2017 encore, la FINMA a fait appliquer le droit dans des domaines très différents. Comme l'année dernière, l'accent a notamment été mis sur la mise en œuvre des règles régissant la lutte contre le blanchiment d'argent, dans le cadre de laquelle la FINMA est intervenue à l'encontre tant d'établissements que des personnes responsables des violations observées. En outre, différents domaines de risque comme le traitement des conflits d'intérêts, le rôle des intermédiaires ou des manquements dans les opérations de crédit ont pu appeler une intervention auprès de certains assujettis.

Dans le domaine de la surveillance du marché aussi, la FINMA a conclu plusieurs procédures d'*enforcement*, confisquant les gains acquis suite à des opérations d'initié ou des manipulations du marché et prononçant des interdictions de pratiquer ou d'exercer. De telles procédures de surveillance des marchés reposent sur des investigations de grande envergure dans le cadre desquelles les spécialistes de la FINMA doivent identifier et reconstruire, aidés de moyens de plus en plus sophistiqués, les traces de comportements abusifs à partir d'une foule de données relatives à différentes transactions. Les cas d'abus de marché occupent également le domaine de l'assistance administrative dans le cadre duquel la FINMA seconde des autorités étrangères de surveillance investiguant sur des soupçons d'opérations d'initié et de manipulations du marché.

Dans le secteur non autorisé, l'*enforcement* est de plus en plus souvent confronté à des modèles d'affaires où sont utilisées ou détournées de nouvelles technologies financières dans le but de contourner l'obligation d'obtenir une autorisation pour l'exercice des activités concernées. Outre diverses investigations à ce propos ou inscriptions sur des listes d'alerte, la FINMA a par exemple ordonné la liquidation d'un prestataire de pseudo-cryptomonnaies. Ces nouvelles pratiques s'ajoutent à celles plus traditionnelles qui continuent d'occuper l'*enforcement* de la FINMA, comme l'offre de prêts, d'emprunts ou d'opérations sur actions apparemment lucratifs sans détenir l'autorisation nécessaire pour ce faire.

## Sommaire

---

<b>4</b>	<b>Casuistique de la FINMA</b>
4	<b>Vue d'ensemble</b>
5	<b>Domaine autorisé</b>
10	<b>Surveillance des marchés</b>
13	<b>Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit</b>
22	<b>Offres publiques d'acquisition et publicité des participations</b>
24	<b>Assistance administrative internationale</b>
<b>29</b>	<b>Jugements des tribunaux</b>
29	<b>Vue d'ensemble</b>
30	<b>Domaine autorisé et surveillance des marchés</b>
30	Arrêts du Tribunal fédéral
30	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
31	<b>Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit</b>
31	Arrêt du Tribunal fédéral
32	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
33	<b>Assistance administrative internationale</b>
33	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
<b>34</b>	<b>Statistiques</b>
34	<b>Statistiques générales</b>
34	Cas d' <i>enforcement</i> clos
35	Investigations
36	Procédures d' <i>enforcement</i>
37	Assistance administrative internationale
38	Demandes d'assistance administrative émanant d'autorités étrangères
38	Procédure relative au client
38	Demandes d'assistance administrative déposées par la FINMA dans le cadre de ses propres procédures d' <i>enforcement</i>
39	Déclarations selon l'art. 42c al. 3 LFINMA
40	<b>Décisions en matière d'<i>enforcement</i></b>
40	Généralités
41	Mesures
42	<b>Jugements des tribunaux</b>
43	<b>Dénonciations auprès des autorités de poursuite pénale</b>
<b>44</b>	<b>Abréviations</b>

---

### Vue d'ensemble

Dans le présent chapitre, la FINMA présente, sous une forme résumée et anonymisée, certaines des décisions qu'elle a rendues dans le cadre de son activité d'*enforcement* (art. 22 al. 1 LFINMA). Figure dans la casistique l'ensemble des décisions finales pour autant que la procédure n'ait été ni classée ni rayée du rôle. Aucun droit à une exhaustivité du contenu ne peut être revendiqué.

Quand la FINMA, répondant à une nécessité dictée par le droit de la surveillance (protection des acteurs du marché ou garantie de la réputation de la place financière suisse par exemple), a déjà informé au cours de l'année le public sur l'issue d'une procédure d'*enforcement*, un lien renvoyant au communiqué de presse correspondant figure à la fin du résumé.

Afin d'en améliorer la lecture et la compréhension, les résumés sont répartis entre différentes catégories thématiques. Puis, au sein de chaque catégorie, c'est l'ordre chronologique qui s'applique. Les résumés sont libellés dans la langue dans laquelle a été menée la procédure.

- Domaine autorisé (p. 5 ss) : ensemble des décisions concernant des entreprises ou des personnes qui disposent d'une autorisation relevant du droit de la surveillance ou qui exerçaient auprès d'un titulaire d'autorisation au moment des faits.
- Surveillance des marchés (p. 10 ss) : ensemble des décisions concernant des comportements abusifs sur le marché, et ce, indépendamment du fait que les parties soient des titulaires d'autorisation ou non.
- Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (p. 13 ss) : ensemble des décisions concernant des entreprises ou des personnes qui ont exercé une activité soumise à autorisation sur le marché financier sans pour autant disposer de l'autorisation nécessaire pour ce faire.
- Offres publiques d'acquisition et publicité des participations (p. 22 ss) : ensemble des décisions dans lesquelles la FINMA s'est prononcée comme instance de recours de la commission des offres publiques d'acquisition ou qui concernent la publicité des participations.
- Assistance administrative internationale (p. 24 ss) : décisions portant sur la coopération de la FINMA avec des autorités étrangères de surveillance des marchés financiers.

### Domaine autorisé

1

**Entscheiddatum:** 13.1.2017

**Parteien:** Finanzgruppe X und Bank X

**Thema:** Beziehungen zu Vermittlern, Gewährs- und Organisationserfordernis

**Zusammenfassung:** Unter Federführung einer ausländischen Tochtergesellschaft der Finanzgruppe X flossen u.a. der Bank X im Jahr 2010 Vermögenswerte einer ausländischen Gesellschaft in dreistelliger Millionenhöhe über einen Vermittler als neue Kundengelder zu. Der Vermittler war zugleich Angestellter einer Gruppengesellschaft der Kundin. Als Entschädigung für die Vermittlung (Finder's Fee) wurden Währungswechsel zu stark überhöhten Margen auf den eingebrachten Kundenvermögen durchgeführt, wobei der Grossteil der entsprechenden Erträge an den Vermittler ging. Nach Ansicht der FINMA hat die Bank bzw. die Finanzgruppe dem Vermittler damit potentiell ungebührliche Vorteile zulasten des Kundenvermögens verschafft, um darauf Erträge erzielen zu können. Die FINMA sah im Ergebnis die bankengesetzlichen Anforderungen an eine angemessene Verwaltungsorganisation (Art. 3 Abs. 2 Bst. a BankG und Art. 3f Abs. 2 BankG) sowie das Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG und Art. 3f Abs. 1 BankG) in schwerer Weise verletzt.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Gewinneinziehung im Umfang von rund CHF 5 Mio. (Art. 35 FINMAG)

**Rechtskraft:** nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-1034/2017

2

**Entscheiddatum:** 27.1.2017

**Partei:** Bank X

**Thema:** Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung der Geldwäscherei, Organisations- und Gewährserfordernis

**Zusammenfassung:** Im Zeitraum zwischen Herbst 2009 und Sommer 2015 wurden Vermögenswerte aus dem Umfeld eines ausländischen Staatsfonds in der Höhe von insgesamt rund USD 2,4 Mrd. auf Konten bei der Bank X überwiesen. Die Gelder flossen in der Regel im Rahmen von Durchlauftransaktionen rasch wieder ab. Die in der Schweiz gebuchten Geschäftsbeziehungen und Transaktionen waren für die Bank X sowohl in ihrer Art als auch in ihrer Höhe ungewöhnlich und risikobehaftet. Trotz internen Warnungen klärte die Bank X aber im erwähnten Zeitraum die Geschäftsbeziehungen, insbesondere zu politisch exponierten Personen (PEP), sowie Transaktionen mit erhöhten Risiken wiederholt ungenügend ab. Trotz Bestehen ausreichender Verdachtsmomente erstattete sie den Schweizer Behörden bis zum Frühjahr 2015 keine Verdachtsmeldung. Die FINMA kam zum Schluss, dass die Bank die geldwäschereirechtlichen Sorgfaltspflichten (Art. 3 ff. GwG), die Meldepflicht (Art. 9 GwG) sowie das Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG) schwer verletzt hatte.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Gewinneinziehung im Umfang von rund CHF 6,5 Mio. (Art. 35 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

**Medienmitteilung der FINMA vom 2.2.2017**

### 3

**Entscheiddatum:** 2.2.2017

**Partei:** Versicherungsvermittler X

**Thema:** Voraussetzungen für die Eintragung im Register für Versicherungsvermittler

**Zusammenfassung:** A verfügte seit 2006 über einen Eintrag im Register für Versicherungsvermittler. Die FINMA stellte in einem früheren Verfahren gegenüber der X AG und der Y AG fest, dass diese ohne Bewilligung der FINMA bzw. ohne Anschluss an eine anerkannte Selbstregulierungsorganisation finanzintermediäre Tätigkeiten i.S.v. Art. 2 Abs. 3 GwG vorgenommen und damit aufsichtsrechtliche Bestimmungen schwer verletzt hatten. Gegen den Hauptverantwortlichen A ordnete die FINMA die Publikationen einer Unterlassungsanweisung für die Dauer von fünf Jahren an. Dagegen setzte sich dieser mit Beschwerde zur Wehr, wobei er sowohl vor dem Bundesverwaltungsgericht als auch vor Bundesgericht unterlag. Die Rechtsmittelinstanzen hielten unter anderem fest, dass sich A dem gesamten aufsichtsrechtlichen Pflichtenkatalog entzogen hatte. Kommt ein Versicherungsvermittler den Vorschriften des Versicherungsaufsichtsgesetzes (VAG), einer Verordnung oder den Anordnungen der FINMA nicht nach oder erscheinen die Interessen der Versicherten anderweitig gefährdet, so trifft die FINMA die sichernden Massnahmen, die ihr zur Wahrung der Interessen der Versicherten erforderlich scheinen (Art. 51 Abs. 1 VAG). Die FINMA ordnete aus Gründen des Missbrauchsschutzes die Streichung von A aus dem Register für Versicherungsvermittler und eine Eintragungssperre an.

**Massnahmen:** Löschung aus dem Register für Versicherungsvermittler und Eintragungssperre bis und mit 24. November 2021 (Art. 51 Abs. 2 Bst. g VAG i.V.m. Art. 37 Abs. 1 FINMAG)

**Rechtskraft:** Auf eine von A erhobene Beschwerde ist das Bundesverwaltungsgericht nicht eingetreten (siehe Urteil BVGer B-757/2017 vom 23.10.2017).

### 4

**Entscheiddatum:** 19.5.2017

**Partei:** A (Mitglied der Geschäftsleitung)

**Thema:** Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung der Geldwäscherei

**Zusammenfassung:** A war während seiner Tätigkeit bei der Bank Y Kundenberater des Bankkunden B. Dabei erhielt A Kenntnis über Tätigkeiten von B und unterstützte diesen auch bei Transaktionen, die den Paper Trail unterbrachen. Dafür erhielt er ein Entgelt. A wurde später Mitglied der Geschäftsleitung und Kundenbetreuer bei der Bank X. Er betreute dort Kunden, die einen Bezug zu B hatten und deren Vermögen nachweislich auch von B stammten. Unterdessen wurde B öffentlich verdächtigt, einen erheblichen Teil seines Vermögens deliktisch erworben zu haben. A legte sein Wissen gegenüber der Bank X nicht offen, weshalb die Bank X die betroffenen Geschäftsbeziehungen nicht als Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken erfasste und entsprechend behandelte. Selbst nachdem die Strafverfolgungsbehörden die Bank X betreffend B kontaktierten, reagierte A nicht, weshalb die Bank X in der Folge keine Verdachtsmeldung an die Meldestelle für Geldwäscherei erstattete. Die FINMA kam zum Schluss, dass A die geldwäschereirechtlichen Sorgfaltspflichten (Art. 3 ff. GwG), die Meldepflicht (Art. 9 GwG) sowie die Anforderungen an die Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG) schwer verletzt hatte.

**Massnahmen:** Berufsverbot von fünf Jahren (Art. 33 FINMAG)

**Rechtskraft:** nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-2636/2017

### 5

**Entscheiddatum:** 30.6.2017

**Partei:** A (Mitglied der Geschäftsleitung)

**Thema:** Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung der Geldwäscherei

**Zusammenfassung:** Die natürliche Person A war Mitglied der Geschäftsleitung und Compliance-Verantwortlicher der Bank X. Die natürliche Person B, die nicht Kunde der Bank X war, wurde öffentlich verdächtigt, einen erheblichen Teil ihres Vermögens deliktisch erworben zu haben. Diverse Kunden der Bank X standen nachweislich in enger Beziehung zur natürlichen Person B. Dazu übermittelten die Strafverfolgungsbehörden der Bank X mehrere Editionsbegehren im Zusammenhang mit dem Strafverfahren gegen die Person B. Die Prüfung verschiedener mit der natürlichen Person B in Verbindung stehender Kundenbeziehungen ergab, dass A die erforderlichen Abklärungen nicht vorgenommen hatte, seiner Dokumentationspflicht nicht nachgekommen war, diese Kundenbeziehungen nicht als Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken erfasste und pflichtwidrig Verdachtsmeldungen an die Meldestelle für Geldwäscherei unterliess. Die FINMA kam zum Schluss, dass A die geldwäschereirechtlichen Sorgfaltspflichten (Art. 4 ff. GwG), die Meldepflicht (Art. 9 GwG) sowie die Anforderungen an die Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG) schwer verletzt hatte.

**Massnahmen:** Berufsverbot von zwei Jahren (Art. 33 FINMAG)

**Rechtskraft:** nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-4827/2017

### 6

**Date de la décision:** 30.6.2017

**Partie:** Banque X

**Sujet:** Obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent

**Résumé:** La FINMA a procédé à un examen approfondi de la conduite, par la banque X, de plusieurs relations liées à une affaire de corruption internationale présumée et a constaté, dans ce contexte, de graves violations des obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (art. 3 ss LBA). La procédure a révélé que la banque X n'avait pas suffisamment identifié ou surveillé les risques accrus de blanchiment d'argent présentés par certaines relations liées à cette affaire. Concrètement, la banque X s'est satisfaite, dans le suivi de ces relations, d'informations parfois incomplètes ou incohérentes de la part de ses clients, sans les clarifier de manière approfondie ou les documenter. Par ailleurs, certaines alertes générées par le système indiquant des risques accrus ont été closes sur la base d'informations insuffisantes et certains renseignements communiqués par les clients ont été considérés comme plausibles sans autres clarifications.

**Mesures:** Décision en constatation (art. 32 LFINMA); nomination d'un chargé d'audit (art. 24a LFINMA).

**Entrée en force:** La décision est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

**Communiqué de presse de la FINMA du 21.12.2017**

### 7

**Date de la décision:** 1.9.2017

**Partie:** Gestionnaire de placements collectifs X

**Sujet:** Devoirs de loyauté et de diligence, garantie d'une activité irréprochable

**Résumé:** Autorisée en tant que gestionnaire de placements collectifs, X pratiquait un modèle d'affaires spécifique consistant à créer ou à mettre à la disposition d'investisseurs qualifiés des fonds dédiés, ainsi qu'à investir massivement dans un seul titre, le tout en échange de frais de gestion très élevés. Dans les faits, X n'offrait pas de réelle gestion des avoirs de ses clients puisqu'elle se contentait de suivre très largement les instructions que lui transmettait un de ses apporteurs d'affaires, qui s'avérait en outre parallèlement représenter, en sa qualité de gestionnaire de fortune, les clients de X. Un tel modèle est contraire aux obligations de loyauté et de diligence sur lesquelles se fonde la gestion de fortune (art. 20 LPCC). Par ailleurs, en ne pratiquant pas de gestion au sens de son autorisation, X en a ainsi abusé. De tels manquements sont incompatibles avec la garantie d'une activité irréprochable posée à l'art. 14 al. 1 let. a LPCC. Au vu de la gravité des faits, la renonciation à son autorisation en cours de procédure n'a pas évité à X le prononcé de mesures.

**Mesures:** Décision en constatation (art. 32 LFINMA); confiscation à hauteur d'environ 500 000 francs suisses (art. 35 LFINMA).

**Entrée en force:** Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral; procédure de recours TAF B-5668/2017.

### 8

**Entscheiddatum:** 22.9.2017

**Partei:** Bank X

**Thema:** Missstände im Kreditwesen, Gewährs- und Organisationserfordernis

**Zusammenfassung:** Die Bank X hat über Jahre hinweg systematisch und in Beeinträchtigung der Anleger- und Gläubigerinteressen gegen grundlegende Regeln des Kreditgeschäfts verstossen, dazu ihre Pflicht zur Einhaltung der Eigenmittel- und Risikoverteilungsvorschriften verletzt und sich mehrfach aktiv und ohne Vornahme der notwendigen Abklärungen an potenziell strafbaren Geschäften beteiligt, bei denen Aktiengesellschaften nach einem bei Gründungsschwindeln verwendeten Muster gegründet wurden. Die festgestellten Verfehlungen wurden dadurch begünstigt, dass die Bank schwerwiegende Interessenkonflikte unadressiert liess und allgemein eine ungenügende Compliance-Kultur herrschte. Die FINMA sah im Ergebnis die bankengesetzlichen Anforderungen an eine angemessene Verwaltungsorganisation (Art. 3 Abs. 2 Bst. a BankG) sowie das Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG) in schwerer Weise verletzt. Ein Bewilligungsentzug wurde seitens der FINMA erwogen, angesichts weitreichender organisatorischer, operativer und personeller Massnahmen des Instituts sowie weiterer von der FINMA angeordneter Massnahmen konnte aber davon abgesehen werden.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Androhung des Bewilligungsentzugs im Wiederholungsfall (Art. 37 FINMAG); Anordnung zusätzlicher organisatorischer Massnahmen (Art. 31 FINMAG)

**Rechtskraft:** nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-6099/2017

### 9

**Date de la décision:** 22.9.2017

**Parties:** Groupe financier X et banque X

**Sujet:** Surveillance consolidée, exigences en matière d'organisation interne et de gestion des risques, obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, garantie d'une activité irréprochable

**Résumé:** Le groupe financier X est la société faitière d'un groupe actif tant en Suisse qu'à l'étranger, composé notamment de la banque X sise en Suisse. Elle-même à la tête d'un sous-groupe, celle-ci a vu l'une de ses filiales étrangères sanctionnée par l'autorité de surveillance compétente en raison du non-respect de la réglementation locale de lutte contre le blanchiment d'argent. Compétente pour exercer la surveillance consolidée du groupe financier X et surveillant local de la banque X, la FINMA a ouvert une procédure administrative à leur rencontre. A son issue, elle a constaté que la surveillance consolidée en matière de gestion des risques et de lutte contre le blanchiment d'argent n'était pas adéquate et efficace, au regard notamment des graves lacunes en matière de remontée d'informations, d'identification et de gestion des risques et de suivi des recommandations émises par l'audit interne. Sur cette base, la FINMA a constaté que le groupe financier X aussi bien que la banque X ne disposaient pas d'une organisation consolidée adéquate en matière de gestion des risques et de lutte contre le blanchiment d'argent en violation des art. 3 al. 2 let. a, 3f al. 2 LB, 12 al. 2 et 4 OB, 5 et 6 OBA-FINMA et de la Circ.-FINMA 08/24. Le groupe financier X et la banque X ne satisfaisaient ainsi pas à l'exigence de garantie d'une activité irréprochable des art. 3 al. 2 let. c, 3f al. 1 LB, 24 let. d OB et 9 al. 1 OBA-FINMA.

**Mesures:** Décision en constatation (art. 32 LFINMA); nomination d'un chargé d'audit indépendant (art. 24a LFINMA).

**Entrée en force:** La décision est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

### 10

**Entscheiddatum:** 1.12.2017

**Partei:** A (Mitarbeiter im Kader)

**Thema:** aufsichtsrechtliche Pflichten bei der Bekämpfung der Geldwäscherei, Gewährserfordernis

**Zusammenfassung:** A war als General Counsel oberster Compliance-Verantwortlicher bei der Bank X. Über deren Konten wurden Gelder transferiert, die mutmasslich krimineller Herkunft waren. In seiner Rolle als General Counsel war A aktiv in die entsprechenden Compliance-Abklärungen involviert und kanalisierte die damit verbundenen Informationen. Hinsichtlich der Transaktionen bestanden bankintern und insbesondere auch von Compliance grosse Bedenken, die letztlich durch die vorgenommenen Abklärungen nicht entkräftet werden konnten, womit eine Meldepflicht vorlag. Trotz der ihm bekannten, klaren Warnzeichen (u.a. Verschleierung des wirtschaftlich Berechtigten, mutmasslich gefälschte Dokumente, ökonomisch unsinniges Verhalten usw.) sprach sich A nicht gegen die Transaktionen aus und veranlasste auch keine Meldung an die Behörden. Obwohl er nicht Mitglied der Geschäftsleitung war, qualifizierte A aufgrund seiner Funktion und seiner Verantwortung im konkreten Fall als Gewährsträger. Die FINMA kam zum Schluss, dass A seine geldwäschereirechtlichen Sorgfaltspflichten (Art. 3 ff. GwG), die Meldepflicht (Art. 9 GwG) sowie das Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG) schwer verletzt hatte.

**Massnahmen:** Berufsverbot für die Dauer von zwei Jahren (Art. 33 FINMAG).

**Rechtskraft:** nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-488/2018

### 11

**Date de la décision:** 1.12.2017

**Partie:** Banque X

**Sujet:** Obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, exigences en matière d'organisation interne et de gestion des risques, garantie d'une activité irréprochable

**Résumé:** Suite à la médiatisation d'une affaire de manipulation de marché à caractère international, la FINMA a ordonné l'examen de plusieurs relations d'affaires conduites au sein de la banque X, sous l'angle des obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. L'enquête a révélé de nombreuses violations, en particulier au niveau des devoirs d'identification des ayants droit économiques, de clarification des relations d'affaires à risques accrus, d'identification et de clarification de transactions présentant des risques accrus ainsi qu'en matière de documentation. Par ailleurs, des manquements ont également été constatés au niveau de l'organisation interne et de la gestion des risques, notamment dans le cadre de l'activité de crédit menée par la banque X, (art. 3 al. 2 let. a LB, 12 OB et 9 aOB). Au vu de ces graves violations du droit de la surveillance, la FINMA a constaté que la banque X ne disposait pas de la garantie d'une activité irréprochable au moment de la survenance des faits (art. 3 al. 2 let. c LB).

**Mesures:** Décision en constatation (art. 32 LFINMA); avertissement d'un retrait d'autorisation en cas de nouvelles violations graves (art. 37 LFINMA); mesures organisationnelles et opérationnelles en rétablissement de l'ordre légal (art. 31 LFINMA).

**Entrée en force:** La décision est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

## Surveillance des marchés

### 12

**Entscheiddatum:** 20.6.2017

**Partei:** X AG

**Thema:** Marktmanipulation

**Zusammenfassung:** Im Jahr 2015 hatte die FINMA die Liquidation der X AG wegen unerlaubter Tätigkeit als Effektenhändlerin (Eigenhändlerin) angeordnet. Im Rahmen dieser unerlaubten Tätigkeit betrieb die X AG über ihre drei Händler mindestens von Januar 2011 bis März 2015 systematisch Marktmanipulation. Die Händler wendeten dabei eine Handelsstrategie an, die darin bestand, markt bewegende Aufträge ins börsliche Orderbuch eines Basiswerts einzugeben mit dem Zweck, Effektenpreise zu verzerren (Spoofing, Layering) und davon meistens in davon abgeleiteten Derivaten zu profitieren. Dabei waren sie systematisch im Zeitpunkt des Derivatekaufs bzw. -verkaufs auf der gegenüberliegenden Seite im Basiswert mit grossvolumigen und dominanten Aufträgen aktiv. Diese Aufträge wurden mehrheitlich nie ausgeführt und sollten auch nicht ausgeführt werden. Solche Auftragsüberhänge haben keinen wirtschaftlichen Hintergrund und sind als irreführende Signale zu qualifizieren. Mit diesem Verhalten erwirtschaftete die X AG von Januar 2011 bis März 2015 Gewinne von etwas weniger als CHF 20 Mio. Die FINMA kam zum Schluss, dass die X AG über mehrere Jahre hinweg systematisch Art. 33f aBEHG und FINMA-RS 13/8 verletzt hatte. Mangels Weiterbestands der Gesellschaft ordnete die FINMA lediglich die Einziehung des Liquidationserlöses aus dem Liquidationsverfahren an.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Gewinneinziehung im Umfang des Liquidationserlöses (Art. 35 FINMAG)

**Rechtskraft:** nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-4762/2017

**Medienmitteilung der FINMA vom 23.6.2017**

13

**Entscheiddatum:** 20.6.2017

**Partei:** natürliche Person A

**Thema:** Marktmanipulation

**Zusammenfassung:** Die natürliche Person A ist Alleinaktionär und einziger Verwaltungsrat der X AG (siehe Fall 12) und zudem als Leiter Handel und Mitglied der Geschäftsleitung bei der Gesellschaft angestellt. In dieser Eigenschaft betrieb sie mindestens von Januar 2011 bis März 2015 systematisch Marktmanipulation. Dabei wendete sie eine Handelsstrategie an, die darin bestand, marktbewegende Aufträge ins börsliche Orderbuch eines Basiswerts einzugeben mit dem Zweck, Effektenpreise zu verzerren (Spoofing, Layering) und davon meistens in davon abgeleiteten Derivaten zu profitieren. Dabei war sie systematisch im Zeitpunkt des Derivatekaufs bzw. -verkaufs auf der gegenüberliegenden Seite im Basiswert mit grossvolumigen und dominanten Aufträgen aktiv. Diese Aufträge wurden mehrheitlich nie ausgeführt und sollten auch nicht ausgeführt werden. Solche Auftragsüberhänge haben keinen wirtschaftlichen Hintergrund und sind als irreführende Signale zu qualifizieren. Mit diesem Verhalten erwirtschaftete die natürliche Person A für die X AG Gewinne in Millionenhöhe. An diesen war sie mittels als Boni bezeichneter Vergütungen sowie Dividenden beteiligt. Zuvor hatte die natürliche Person A ihr marktmissbräuchliches Verhalten bei einem bewilligten Institut als angestellter Händler ausgeübt. Die FINMA kam zum Schluss, dass die natürliche Person A über mehrere Jahre hinweg systematisch Art. 33f aBEHG und FINMA-RS 13/8 sowie FINMA-RS 08/38 schwer verletzt hatte und in hohem Masse dafür mitverantwortlich war, dass das bewilligte Institut das Gewährserfordernis schwer verletzt hatte (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG).

**Massnahmen:** Tätigkeitsverbot für die Dauer von acht Jahren (Art. 35a BEHG); Berufsverbot für die Dauer von fünf Jahren (Art. 33 FINMAG); Gewinneinziehung im Umfang von rund CHF 200'000.– und allfälliger der natürlichen Person A im Rahmen des Liquidationsverfahrens der X AG zugesprochener Dividenden (Art. 35 FINMAG)

**Rechtskraft:** nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-4757/2017

**Medienmitteilung der FINMA vom 23.6.2017**

### 14

**Entscheiddatum:** 20.6.2017

**Partei:** natürliche Person B

**Thema:** Marktmanipulation

**Zusammenfassung:** Die natürliche Person B war bei der X AG als Händler sowie Geschäftsführer und Mitglied der Geschäftsleitung angestellt (siehe Fall 12). In dieser Eigenschaft betrieb sie ab April 2011 während rund vier Jahren systematisch Marktmanipulation. Dabei wendete sie eine Handelsstrategie an, die darin bestand, marktbeeinflussende Aufträge ins börsliche Orderbuch eines Basiswerts einzugeben mit dem Zweck, Effektenpreise zu verzerren (Spoofing, Layering) und davon meistens in davon abgeleiteten Derivaten zu profitieren. Dabei war sie systematisch im Zeitpunkt des Derivatekaufs bzw. -verkaufs auf der gegenüberliegenden Seite im Basiswert mit grossvolumigen und dominanten Aufträgen aktiv. Diese Aufträge wurden mehrheitlich nie ausgeführt und sollten auch nicht ausgeführt werden. Solche Auftragsüberhänge haben keinen wirtschaftlichen Hintergrund und sind als irreführende Signale zu qualifizieren. Mit diesem Verhalten erwirtschaftete die natürliche Person B für die X AG Gewinne in Millionenhöhe. Die FINMA kam zum Schluss, dass die natürliche Person B über mehrere Jahre hinweg systematisch Art. 33f aBEHG und FINMA-RS 13/8 schwer verletzt hatte.

**Massnahmen:** Tätigkeitsverbot für die Dauer von sechs Jahren (Art. 35a BEHG); Berufsverbot für die Dauer von vier Jahren (Art. 33 FINMAG)

**Rechtskraft:** nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-4672/2017

**Medienmitteilung der FINMA vom 23.6.2017**

### 15

**Entscheiddatum:** 20.6.2017

**Partei:** natürliche Person C

**Thema:** Marktmanipulation

**Zusammenfassung:** Die natürliche Person C war bei der X AG als Händler angestellt (siehe Fall 12). In dieser Eigenschaft betrieb sie ab September 2012 während rund zweieinhalb Jahren systematisch Marktmanipulation. Dabei wendete sie eine Handelsstrategie an, die darin bestand, marktbeeinflussende Aufträge ins börsliche Orderbuch eines Basiswerts einzugeben mit dem Zweck, Effektenpreise zu verzerren (Spoofing, Layering) und davon meistens in davon abgeleiteten Derivaten zu profitieren. Dabei war sie systematisch im Zeitpunkt des Derivatekaufs bzw. -verkaufs auf der gegenüberliegenden Seite im Basiswert mit grossvolumigen und dominanten Aufträgen aktiv. Diese Aufträge wurden mehrheitlich nie ausgeführt und sollten auch nicht ausgeführt werden. Solche Auftragsüberhänge haben keinen wirtschaftlichen Hintergrund und sind als irreführende Signale zu qualifizieren. Mit diesem Verhalten erwirtschaftete die natürliche Person C für die X AG Gewinne in Millionenhöhe. Die FINMA kam zum Schluss, dass die natürliche Person C über mehrere Jahre hinweg systematisch Art. 33f aBEHG und FINMA-RS 13/8 schwer verletzt hatte.

**Massnahmen:** Tätigkeitsverbot für die Dauer von sechs Jahren (Art. 35a BEHG); Berufsverbot für die Dauer von vier Jahren (Art. 33 FINMAG)

**Rechtskraft:** Auf eine von C erhobene Beschwerde ist das Bundesverwaltungsgericht nicht eingetreten, vgl. Urteil BVGer B-4730/2017 vom 13.12.2017.

**Medienmitteilung der FINMA vom 23.6.2017**

### Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit

16

**Entscheiddatum:** 20.6.2017

**Parteien:** natürliche Person A, X AG sowie Y Stiftung

**Thema:** Ausnützen von Insiderinformationen (Art. 142 FinfraG bzw. Art. 33e aBEHG)

**Zusammenfassung:** A hat über mehrere Jahre sowohl in eigenem Namen wie auch im Namen der von ihm kontrollierten X AG regelmässig Informationen, von denen er wusste oder wissen musste, dass es sich dabei um Insiderinformationen handelte, zum Handel mit Aktien und Derivaten von in der Schweiz kotierten Gesellschaften ausgenützt. Die entsprechende Information erhielt er einerseits als Organ von Gesellschaften, mit deren Effekten er handelte, und andererseits aufgrund eines Beratervertrages mit einer im Übernahme-geschäft spezialisierten Gesellschaft.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Gewinneinziehung im Umfang von rund CHF 1,4 Mio. (Art. 35 FINMAG); Einstellung des Verfahrens gegenüber der Y Stiftung

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde von A und der X AG angefochten; Beschwerdeverfahren BVGer B-4763/2017.

**Medienmitteilung der FINMA vom 23.6.2017**

17

**Entscheiddatum:** 2.2.2017

**Parteien:** X Genossenschaft, Y AG, Z AG, natürliche Personen A, B, C und D

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen sowie unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe

**Zusammenfassung:** Die X Genossenschaft und die Y AG nahmen von über 500 Personen Darlehen in einem Gesamtbetrag in Millionenhöhe entgegen. Die X Genossenschaft, die Y AG sowie die Z AG bewarben diese Tätigkeit über ihre Internetauftritte und mittels E-Mail-Versand. Der Ausnahmetatbestand betreffend Einlagen bei Genossenschaften gemäss Art. 5 Abs. 3 Bst. f BankV war aufgrund der Tätigkeit im Finanzbereich nicht gegeben. Folglich lag eine unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen vor. Darüber hinaus bot die Y AG über E-Mails Aktien einer noch zu gründenden AG zum Kauf an. Der Verkauf dieser Aktien war die hauptsächliche Geschäftstätigkeit der Y AG. Damit übte sie eine unerlaubte Emissionshaustätigkeit ohne Bewilligung (Art. 10 BEHG) aus. Die Z AG unterstützte die Tätigkeiten der X Genossenschaft und Y AG und finanzierte sich im Wesentlichen über die durch die X Genossenschaft sowie der Y AG entgegengenommenen Gelder. Die engen wirtschaftlichen, organisatorischen und personellen Verflechtungen liessen die Parteien als Gruppe erscheinen. Für die Ausübung der unterstellungspflichtigen Tätigkeiten waren A, B, C und D als Mitglieder der Verwaltung der X Genossenschaft verantwortlich. A war zudem alleiniger Verwaltungsrat bei der Y AG und der Z AG. Über die X Genossenschaft, die Y AG sowie die Z AG wurde noch vor Abschluss des aufsichtsrechtlichen Verfahrens seitens des zivilen Konkursgerichts der Konkurs eröffnet.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Unterlassungsanweisung gegen B, C und D ohne Publikation sowie gegen A mit Publikation für die Dauer von fünf Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde seitens der X Genossenschaft, der Y AG, der Z AG sowie A nicht angefochten und ist ihnen gegenüber rechtskräftig. Gegenüber B, C und D ist die Verfügung nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-1568/2017.

**Entscheiddatum:** 24.2.2017

**Parteien:** X AG, natürliche Personen A und B

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** Die X AG hat von mindestens 26 Privatpersonen Darlehen zu einem Gesamtbetrag in sechsstelliger Höhe erhalten und dazu auch Vermittler eingesetzt. Die X AG hat damit gewerbsmässig Publikums-einlagen entgegengenommen, ohne über die erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Für die Ausübung der unterstellungspflichtigen Tätigkeit waren A und B als Mitglieder des Verwaltungsrats der X AG massgeblich verantwortlich. Die X AG wie auch A und B kamen zudem ihren Auskunftspflichten nur mangelhaft nach (Art. 29 FINMAG).

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkursöffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von je fünf Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 19

**Entscheiddatum:** 2.3.2017

**Partei:** natürliche Person A

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** Die X AG verkaufte in eigenem Namen und unter Einschaltung einer Vermittlerin Wandelanleihen der Y AG an Dritte, ohne die gesetzliche Prospektpflicht für die Anleihen zu erfüllen. Auf diese Weise nahmen die Gesellschaften als Gruppe einen Gesamtbetrag in sechsstelliger Höhe entgegen. Nachdem über die Gesellschaften bereits vorgängig der Konkurs eröffnet und diese aus den Handelsregistern gelöscht worden waren, stellte die FINMA fest, dass A aufgrund seiner massgeblichen Beiträge im Rahmen seiner faktischen und formellen Organfunktionen bei den besagten Gesellschaften das aufsichtsrechtliche Verbot der Entgegennahme von Publikumseinlagen ohne Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) schwer verletzte.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von fünf Jahren (Art. 34 FINMAG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 20

**Entscheiddatum:** 2.3.2017

**Partei:** natürliche Person B

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** Die X AG verkaufte in eigenem Namen und unter Einschaltung einer Vermittlerin Wandelanleihen der Y AG an Dritte, ohne die gesetzliche Prospektpflicht für die Anleihen zu erfüllen. Auf diese Weise nahmen die Gesellschaften als Gruppe einen Gesamtbetrag in sechsstelliger Höhe entgegen (siehe Fall 19). Nachdem über die Gesellschaften bereits vorgängig der Konkurs eröffnet und diese aus den Handelsregistern gelöscht worden waren, stellte die FINMA fest, dass B aufgrund seiner massgeblichen Beiträge im Rahmen seiner faktischen und formellen Organfunktionen bei den besagten Gesellschaften das aufsichtsrechtliche Verbot der Entgegennahme von Publikumseinlagen ohne Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) schwer verletzte.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen B für die Dauer von fünf Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Auf die von B erhobene Beschwerde ist das Bundesverwaltungsgericht nicht eingetreten, vgl. Urteil BVGer B-2005/2017 vom 31.10.2017.

### 21

**Entscheiddatum:** 16.3.2017

**Partei:** natürliche Person A

**Thema:** unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe

**Zusammenfassung:** B übernahm als Verwaltungsrätin und Geschäftsführerin grosse Mengen an Aktien einer Gesellschaft. Durch den Einsatz von diversen Vermittlern verkauften sowohl B in eigenem Namen als auch A, diese jedoch treuhänderisch für B, diese Aktien mittels «cold calls» erstmals auf dem Primärmarkt an über 100 Personen. A und B übten damit als Gruppe eine bewilligungspflichtige Effektenhändler-tätigkeit ohne die erforderliche Bewilligung aus (Art. 10 BEHG).

**Massnahmen:** Publikation einer Unterlassungsanweisung für die Dauer von zwei Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-2579/2017

### 22

**Entscheiddatum:** 23.3.2017

**Partei:** X AG

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen

**Zusammenfassung:** Der Geschäftszweck der X AG bzw. deren ausländischer Tochtergesellschaften bestand insbesondere in der Projektierung, dem Bau und dem Betrieb von Windenergieprojekten. Zwecks Finanzierung ihres Geschäftsmodells nahm die X AG insbesondere Darlehen von zahlreichen Investoren entgegen und gab Anleihen aus. Zur Investorenakquise setzte sie verschiedene Vermittler ein. Die X AG liess die Anleihen insbesondere nach Ablauf der Zeichnungsfrist zeichnen, belastete den vorgesehenen Marchzins nicht und gewährte Discounts auf der Einzahlung, womit es an der erforderlichen Einheitlichkeit gemäss Definition einer Anleiheobligation fehlte. Der von der X AG an die Anleger ausgegebene Prospekt wies überdies nicht den erforderlichen Informationsgehalt gemäss Art. 1156 Abs. 2 OR und Art. 652a Abs. 1 OR auf. Insbesondere wurde der Revisionsbericht nicht von einer ordentlichen Revisionsgesellschaft gemäss Art. 727b Abs. 1 OR erstellt, und der Prospekt enthielt nicht sämtliche für einen fundierten Anlageentscheid erforderlichen Informationen. Eine Ausnahme von einer unterstellungspflichtigen Entgegennahme von Publikumseinlagen nach Art. 5 Abs. 3 Bst. b BankV lag damit nicht vor. Sämtlichen Verbindlichkeiten kam demnach Einlagencharakter zu. Die X AG hat ohne Bewilligung gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen (Art. 1 Abs. 2 BankG). Sie stellte jedoch im Sinne von Art. 31 FINMAG unverzüglich den ordnungsgemässen Zustand wieder her und hielt die Anleger vollumfänglich schadlos.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Unterlassungsanweisung gegen die X AG bzw. deren Organe ohne Publikation; Androhung der Liquidation im Wiederholungsfall

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

23

**Entscheiddatum:** 11.5.2017

**Partei:** natürliche Person A

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** A bot über seinen Webauftritt einem offenen Anlegerkreis Pflanzensetzlinge zum Kauf mit dem Versprechen an, diese im Ausland anzupflanzen und die Investoren anteilmässig am Ernteertrag zu beteiligen. Den Anlegern wurde dabei eine jährliche Rendite von durchschnittlich über 15 Prozentin Aussicht gestellt. In Anbetracht der Gesamtumstände kam die FINMA zum Schluss, dass mit dem abgeschlossenen Geschäft kein eigentlicher Vertrag auf die Übertragung von Eigentum erfolgte, sondern dessen Zweck vielmehr demjenigen bei der Gewährung eines verzinslichen Darlehens entsprach. In der Folge stellte die FINMA fest, dass A gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen hatte, ohne über die notwendige Bewilligung zu verfügen (Art. 1 Abs. 2 BankG), womit er aufsichtsrechtliche Bestimmungen schwer verletzte.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von fünf Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

24

**Entscheiddatum:** 13.7.2017

**Parteien:** X Ltd., X Ltd. Zweigniederlassung Schweiz, natürliche Person A

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen.

**Zusammenfassung:** Geschäftsführer A nahm im Namen der X Ltd. von über 350 Privatpersonen Gelder im Gesamtbetrag von über CHF 750 000.– über private Konten in der Schweiz entgegen und versprach diesen eine Erfolg sversprechende Anlage mit (teils fixen) Renditen sowie die jederzeitige Rückzahlung ihrer Investitionen. Die X Ltd. eröffnete in der Schweiz eine Geschäftslokalität, wo sich auch der tatsächliche Ort der Leitung befand. Damit hat die X Ltd. über eine Zweigniederlassung gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen, ohne über die erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Für die Ausübung der unterstellungspflichtigen Tätigkeit war A massgeblich verantwortlich. Die X Ltd und A kamen ihren Auskunftspflichten nur mangelhaft nach (Art. 29 FINMAG).

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Eintragung der faktischen Zweigniederlassung im Handelsregister (Art. 1 Abs. 2 ABV-FINMA); Liquidation und Konkursöffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von fünf Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 25

**Entscheiddatum:** 20.7.2017

**Parteien:** X AG, natürliche Personen A, B, C und D

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** Die X AG bot ihren Kunden ein Investitionsvehikel mit mehrjährigem Anlagehorizont an, bei dem Kundengelder in den Anbau landwirtschaftlicher Erzeugnisse in Südostasien angelegt wurden. Wesentliches Merkmal dieses Modells war der Umstand, dass die Kapitalrückzahlung nicht am Ende der Vertragslaufzeit, sondern gestaffelt über mehrere Jahre – jeweils anlässlich der Auszahlung des Ernteerlöses – erfolgte. Die periodischen Auszahlungen an die Kunden wiesen sowohl eine Kapitalrückzahlungs- als auch eine Renditekomponente auf, womit den getätigten Investitionen Einlagecharakter zukam. Beim von der X AG konzipierten Vertragskonstrukt – bestehend aus kauf-, pacht- und dienstleistungsrechtlichen Bestimmungen – war ungeachtet seiner Namensgebung von einer zivilrechtlichen Rechtsgestaltung zwecks Umgehung aufsichtsrechtlicher Vorschriften über bankengesetzliche Bewilligungsvorschriften auszugehen. Dementsprechend kam vorliegend die Ausnahmebestimmung zum Verbot der Entgegennahme von Publikumseinlagen betreffend Verträge auf die Übertragung von Eigentum (Art. 5 Abs. 3 Bst. a BankV bzw. Art. 3a Abs. 3 Bst. a aBankV) nicht zum Tragen. Die FINMA stellte fest, dass die X AG ohne Bewilligung gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen hatte (Art. 1 Abs. 2 BankG). A, B, C und D leisteten massgebliche Beiträge an die unerlaubte Tätigkeit der Gesellschaft.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkursöffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A, B und C für die Dauer von vier Jahren und gegen D für die Dauer von drei Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Eine gegen die Verfügung erhobene Beschwerde wurde vom Bundesverwaltungsgericht gutgeheissen, vgl. Urteil BVer B-4772/2017 vom 19.12.2017.

### 26

**Entscheiddatum:** 27.7.2017

**Parteien:** X PLC, X PLC ZN, Y AG, natürliche Personen A, B und C

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** Die ausländische X PLC (zeitweise handelnd durch eine formell eingetragene Zweigniederlassung) gab im Jahr 2016 von der Schweiz aus Anleihen für rund CHF 1 Mio. aus. Da diese nicht als Anleiheobligationen per definitionem galten und die Gläubiger auch nicht in einem Art. 1156 OR entsprechenden Umfange informiert wurden, fand der Ausnahmetatbestand von Art. 5 Abs. 3 Bst. b BankV keine Anwendung. Aufgrund der engen personellen, geschäftlichen, finanziellen und organisatorischen Verflechtungen zwischen der X PLC bzw. deren Zweigniederlassung sowie der Y AG wurden diese aufsichtsrechtlich als Gruppe betrachtet, die gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen hat, ohne über die dafür erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Für die Ausübung der unterstellungspflichtigen Tätigkeit waren A und B sowie in vergleichsweise geringerem Ausmass C massgeblich verantwortlich.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkursöffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von vier und gegen C für die Dauer von zwei Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 27

**Entscheiddatum:** 25.8.2017

**Parteien:** X AG, Y AG, Z AG

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** Die X AG, die Y AG und die Z AG boten den Erwerb von Gutscheinen an. Mit dem Kauf eines Gutscheins erwarb der Käufer ein virtuelles Guthaben, das zum künftigen Bezug von Waren eingesetzt werden konnte. Zwar gelten Gelder, die in geringem Umfang einem Zahlungsmittel oder Zahlungssystem (Bezahlkarten, Internetbezahlmöglichkeiten, Mobiltelefonbezahlsysteme usw.) zugeführt werden, unter den gegebenen Voraussetzungen nicht als Einlagen (Art. 5 Abs. 3 Bst. d BankV). Die Voraussetzung der Geringfügigkeit bedingt jedoch, dass das maximale Guthaben pro Kunde nie mehr als CHF 3000.– beträgt (FINMA-RS 08/3, Rz. 18<sup>bis</sup>). Die Abklärungen ergaben, dass diese Schwelle bei einigen Käufern überschritten wurde und bei den Gesellschaften kein Kontrollsystem bestand, das deren Einhaltung überprüfte und eine Überschreitung verhinderte. Der Verkauf der Gutscheine wurde zwischenzeitlich eingestellt.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Unterlassungsanweisung gegen X AG, Y AG und Z AG ohne Publikation

**Rechtskraft:** nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-5473/2017

### 28

**Entscheiddatum:** 7.9.2017

**Parteien:** X S.A., Y Ltd., Z AG in Liquidation, natürliche Person A

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** Die ausländische X S.A. verfügte als Holdinggesellschaft bis zu deren Verkauf im Jahr 2015 über eine Schweizer Tochtergesellschaft, die Z AG in Liquidation. Die X S.A. beschaffte die für die Investitionen in Entwicklung und Bau von Projekten notwendigen Mittel u.a. durch die Entgegennahme von festverzinslichen Darlehen von privaten Anlegern. Zwischen 2012 und 2014 nahm die X S.A. von mehr als 20 grösstenteils aus der Schweiz stammenden Anlegern Darlehen im Gesamtbetrag von mehreren 100'000 Franken entgegen. Die Darlehensverträge sahen die Rückzahlung nebst Zins nach vereinbarter Laufzeit vor, womit es sich um Investitionen mit Einlagecharakter handelte. Zudem warb die X S.A. über ansässige Vermittler öffentlich für ihre Anlagen. Die FINMA kam zum Schluss, dass die X S.A. gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegennahm, ohne über die erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. A als zeichnungsberechtigtes Mitglied des Verwaltungsrats der X S.A. und von deren (im Verfügungszeitpunkt bereits aus dem Handelsregister gelöscht) Tochtergesellschaft Z AG in Liquidation war dabei hauptverantwortlich für deren Geschäftstätigkeiten.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Einstellung bzw. Abschreibung des Verfahrens gegenüber der Y Ltd. und der Z AG in Liquidation; Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von zwei Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-5737/2017

### 29

**Entscheiddatum:** 8.9.2017

**Parteien:** Verein X, Y AG, Z AG, natürliche Personen A, B, C und D

**Thema:** unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** Der Verein X, die Y AG und die Z AG stellten eine Internetplattform zur Verfügung, mit der interessierte Nutzer eine angebliche Kryptowährung erwerben, verkaufen oder transferieren konnten. Diese war nach der Darstellung der Initianten dezentral, vollständig transparent und im Gegensatz zu den meisten anderen Kryptowährungen durch tangible Werte wie Edelmetalle unterlegt. Gemäss Beschrieb sollten insgesamt 80 % des Ausgabewertes in Form von tangiblen Werten wie Edelmetallen (hauptsächlich Silber und Gold) und stabilen Währungen (hauptsächlich EUR, USD und CHF) in einem unabhängigen Wertekorb hinterlegt werden. Der Verein X, die Y AG und die Z AG nahmen in den Jahren 2016/2017 von mehreren 100 Nutzern Gelder im Umfang von mindestens CHF 4 Mio. entgegen. Die von den Nutzern einbezahlten Gelder wurden diesen auf virtuellen Konten gutgeschrieben, wobei eine Rückzahlungsverpflichtung zulasten der ausgebenden Gruppe bestand. Die Zuweisungen an die Nutzer erfolgten aber lediglich buchhalterisch, d.h. die Gelder verblieben realiter auf den Bankkonten der ausgebenden Gruppe und wurden damit gepoolt. Die Kursentwicklung der angeblichen Kryptowährung war wirtschaftlich nicht nachvollziehbar, zumal die von der ausgebenden Gruppe suggerierte Substanz- respektive Sachwertunterlegung nicht im erforderlichen Umfang bestand. Eine Überprüfung der technischen Gegebenheiten ergab zudem, dass seitens der Verantwortlichen in die Preisbildung eingegriffen und der Kurs beliebig manipuliert werden konnte, womit vorliegend auch keine echte Kryptowährung bestanden hat. Die FINMA stellte fest,

dass der Verein X, die Y AG und die Z AG als Gruppe ohne Bewilligung gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen hatten. A, B, C und D leisteten massgebliche Beiträge an die unerlaubte Tätigkeit der Gesellschaft.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkureröffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von fünf Jahren, gegen C für die Dauer von drei Jahren und gegen D für die Dauer von zwei Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung ist gegenüber dem Verein X, der Y AG und der Z AG in Rechtskraft erwachsen. Die Verfügung wurde von A, B, und C angefochten; Beschwerdeverfahren BVGer B-5769/2017, vgl. betreffend B den Abschreibungsentscheid BVGer B-5780/2017 vom 11.12.2017.

**Medienmitteilung der FINMA vom 17.9.2017**

30

**Entscheiddatum:** 5.10.2017

**Parteien:** X AG, natürliche Personen A, B und C

**Thema:** unerlaubte Emissionshaustätigkeit

**Zusammenfassung:** Die X AG verkaufte ab dem Jahr 2016 in grossem Umfang Aktien der Y AG an private Investoren, die sie zuvor von dieser übernommen hatte. Der Aktienvertrieb stellte die einzige Geschäftstätigkeit und Einnahmequelle der X AG dar. Die Gesellschaft verfügte nur über eine einzige Mitarbeiterin in der Schweiz, die als deren Organ fungierte. Zudem setzte sie Vermittler im Ausland ein, die die Investoren mittels «cold calls» anwarben und dafür mit Provisionen entschädigt wurden. Gleichzeitig gaben sie den Interessenten auch Informationsmaterialien ab, worin die Y AG als vielversprechende Investition angepriesen wurde, deren Aktien kurz vor einer Börsenkotierung stehen würden. Tatsächlich konnte in der Untersuchung keine reale Geschäftstätigkeit der Y AG festgestellt werden. Die mit dem Aktienvertrieb erzielten Einnahmen wurden in der Regel umgehend an die ausländischen Vermittler sowie an die (faktischen) Organe der X AG bzw. an von diesen beherrschten Gesellschaften im Ausland abgeführt. Die FINMA stellte in der Folge fest, dass die X AG ohne Bewilligung gewerbsmässig den Effektenhandel betrieben hatte (Art. 10 BEHG). A, B und C leisteten massgebliche Beiträge an die unerlaubte Tätigkeit der Gesellschaft.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkureröffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36 BEHG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von fünf Jahren und gegen C für die Dauer von zwei Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### Offres publiques d'acquisition et publicité des participations

22

Casistique de la FINMA  
FINMA | Rapport 2017 sur l'enforcement

31

**Entscheiddatum:** 2.2.2017

**Beschwerdeführer:** W AG, X AG, Y AG, Z GmbH, natürliche Personen A, B, C, D und E

**Thema:** Beschwerde gegen eine Verfügung der Übernahmekommission; Gebühren für «andere Entscheide» in Verfahren in Übernahmesachen (Art. 126 Abs. 5 FinfraG; Art. 118 Abs. 2 FinfraV)

**Zusammenfassung:** Die Beschwerdeführer hatten bei der Übernahmekommission (UEK; Vorinstanz) ein Gesuch um Befreiung von der Angebotspflicht eingereicht. Nach Einreichung des Gesuchs beschloss die Zielgesellschaft anlässlich der ausserordentlichen Generalversammlung der Zielgesellschaft ein «Opting out». In ihrer Verfügung stellte die UEK dessen übernahmerechtliche Gültigkeit fest, schrieb das Ausnahmegesuch als gegenstandslos ab und auferlegte den späteren Beschwerdeführern Gebühren im oberen Bereich des Rahmens. Im Kostenpunkt haben die Beschwerdeführer Beschwerde an die FINMA erhoben. Sie führten aus, dass das in Art. 126 Abs. 5 FinfraG erwähnte Kriterium des Werts der Transaktion auch beim angefochtenen Entscheid zu berücksichtigen gewesen wäre, auch wenn es in Art. 118 Abs. 2 FinfraV nicht ausdrücklich erwähnt werde. Die von der Vorinstanz erhobene Gebühr halte einem Vergleich mit anderen (hypothetischen) Transaktionssummen nicht stand. Zudem seien das Kostendeckungs- und das Äquivalenzprinzip nicht beachtet worden. Die UEK hielt an ihrer Verfügung fest und beantragte die Abweisung der Beschwerde.

**Ausgang des Verfahrens:** Die FINMA reduzierte die Gebühr unter Berufung auf das Äquivalenzprinzip um etwa einen Drittel, liess aber offen, ob auch bei der Gebührenbemessung in sogenannten anderen Entscheiden der Wert der Transaktion zu berücksichtigen ist. Den Beschwerdeführern wurden für das Beschwerdeverfahren entsprechend dem Verhältnis ihres Unterliegens reduzierte Verfahrenskosten auferlegt und eine reduzierte Parteientschädigung zugesprochen.

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

32

**Entscheiddatum:** 6.10.2017

**Gesuchsteller:** X Holding AG

**Thema:** Offenlegung von Beteiligungen (Art. 120 FinfraG); Erleichterungen von der Meldepflicht (Art. 123 Abs. 2 FinfraG); Erfüllung der Meldepflicht für Beteiligungen, die von ausländischen kollektiven Kapitalanlagen gehalten werden, die zum Vertrieb in der Schweiz nicht zugelassen sind (Art. 18 Abs. 4 FinfraV-FINMA)

**Zusammenfassung:** Die gesuchstellende Holdinggesellschaft beantragte bei der OLS einer Schweizer Börse die Feststellung, dass die Meldepflicht für Beteiligungen von nicht genehmigten ausländischen kollektiven Kapitalanlagen nicht durch die sie beherrschende Person zu erfüllen sei. Dem folgte die OLS in ihrer Empfehlung nicht, worauf die Gesuchstellerin diese ablehnte und die FINMA ein Verfahren eröffnete. Die Gesuchstellerin brachte vor, Art. 18 Abs. 4 FinfraV-FINMA widerspreche der Regelung von Art. 120 Abs. 1 FinfraG, da das wirtschaftliche Risiko ausschliesslich von den Anlegern der kollektiven Kapitalanlagen getragen werde. Folglich könne die beherrschende Person wirtschaftlich nicht berechtigt sein, weshalb sie keiner Meldepflicht nach Art. 120 Abs. 1 FinfraG unterliegen könne. Die FINMA erwog dagegen, dass gemäss Art. 120 Abs. 1 FinfraG jeglicher Erwerb einer Meldepflicht unterstehe. Art. 18 Abs. 4 FinfraV-FINMA regle einen Spezialfall des Erwerbs und bestehe neben der in Art. 10 Abs. 1 FinfraV-FINMA vorgesehenen Meldepflicht des wirtschaftlich Berechtigten. Allerdings gewährte die FINMA eine als Eventualantrag begehrte Erleichterung der Meldepflicht: Beteiligungen, die gemäss Art. 18 Abs. 4 FinfraV-FINMA zu melden sind, können demnach von den jeweiligen (Sub-)Konzernobergesellschaften anstelle der diese beherrschenden natürlichen Person aggregiert und gegebenenfalls gemeldet werden. Dabei berücksichtigte die FINMA in Anlehnung an Art. 18 Abs. 6 FinfraV-FINMA eine zuvor abgegebene Erklärung der beherrschenden natürlichen Person.

**Ausgang des Verfahrens:** Gewährung einer Erleichterung (Art. 123 Abs. 2 FinfraG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

23

### Assistance administrative internationale

24

Casistique de la FINMA  
FINMA | Rapport 2017 sur l'enforcement

33

**Date de la décision:** 16.2.2017

**Résumé:** La Capital Markets Authority (CMA) a sollicité l'assistance administrative internationale de la FINMA concernant une possible violation des dispositions kényanes relatives à l'obligation de déclarer et à la protection des investisseurs. Selon le droit kényan, les émetteurs doivent déclarer les participations des administrateurs qui détiennent, directement ou indirectement, plus de 3 % des titres émis de la société cotée. Dans ce contexte, la CMA expose que X Ltd détient 5,99 % des titres de Y Ltd et que A y occupait une position dirigeante entre 2008 et 2012. Or, ayant identifié sur le compte bancaire en Suisse de X Ltd des versements reçus de Y Ltd à cette période, la CMA soupçonne A de bénéficier de ces versements en raison de liens existants entre les sociétés X Ltd, Y Ltd et A. Pour cette raison, la CMA s'est enquis de l'identité des ayants droit économiques du compte de X Ltd. Alléguant que les ayants droit économiques de X Ltd n'étaient pas A et B, comme il ressortait des documents bancaires, mais C et D, les parties ont insisté sur la nécessité de distinguer les titulaires des titres de Y Ltd des bénéficiaires de dividendes relatifs à ces mêmes titres. De plus, A ne détiendrait que 2,995 %, l'autre moitié appartenant à B, lequel serait un tiers non impliqué. Enfin, la CMA n'offrirait pas toutes les garanties relatives aux principes de confidentialité et de spécialité, sa démarche s'apparentant à une *fishing expedition*. La FINMA a rejeté tous ces arguments et rappelé que la transmission des informations requises par la CMA était précisément de nature à déterminer l'identité de la personne percevant régulièrement des dividendes de Y Ltd. Enfin, la FINMA s'est assurée auprès de la CMA que celle-ci respecterait les principes de confidentialité et de spécialité.

**Entrée en force:** Confirmé par arrêt du TAF B-1219/2017 du 31.8.2017 (dernière instance).

34

**Entscheiddatum:** 24.2.2017

**Zusammenfassung:** Die United States Securities and Exchange Commission (SEC) ersuchte die FINMA um Amtshilfe wegen Verdachts auf Marktmanipulation in der Form des sog. «Pump and Dump». Bestimmte Personen hätten ihre Kontrolle und wirtschaftliche Berechtigung betreffend die X Ltd. verschleiert und gleichzeitig den Wert der X-Aktien mittels einer aggressiven Marketingkampagne ansteigen lassen. Anschliessend hätten sie die Aktien zu künstlich überhöhten Preisen verkauft und dabei hohe Gewinne realisiert. Die mutmassliche Marktmanipulation sei zwischen 2007 und Ende 2012 erfolgt und charakterisiere sich dabei durch vier Phasen: (i) Aktienerhalt, (ii) Verstecken der Aktien sowie (iii) eine Pump- bzw. (iv) eine Dump-Phase. Die vom Amtshilfesuch der SEC betroffene Kontoinhaberin brachte unter anderem vor, dass sie bereits zu Beginn des Jahres 2011 keine Aktien der X Ltd. mehr besessen habe und solche folglich auch nicht im Rahmen eines allfälligen im Jahr 2012 betriebenen Pump-and-Dump-Systems habe veräussern können. Die FINMA wies dieses Argument zurück und hielt fest, dass sich die Untersuchung der SEC über den Zeitraum von 2007 bis 2012 erstrecke. Aufgrund der von der Kontoinhaberin getätigten Transaktionen von Ende Dezember 2010 bis Anfang Februar 2011 könne ein allfälliges Mitwirken nicht von vornherein ausgeschlossen werden.

**Rechtskraft:** Eine gegen die Verfügung erhobene Beschwerde wurde vom Bundesverwaltungsgericht teilweise gutgeheissen, vgl. Urteil BVGer B-1534/2017 vom 3.7.2017 (letztinstanzlich).

35

**Date de la décision:** 30.3.2017

**Résumé:** La Comissão do Mercado de Valores Mobiliários (CMVM) a sollicité l'assistance administrative internationale de la FINMA en relation avec le titre de la société Y dans le cadre d'une enquête relative à une potentielle manipulation de marché. A l'appui de sa requête, la CMVM indique que la valeur du titre Y a chuté durant l'année 2014 et que Y en a, par la suite, suspendu la cotation. D'importants volumes de titres ont été vendus quelques jours avant la suspension de la cotation. La CMVM soupçonne un abus de marché, soit par l'utilisation d'informations privilégiées, soit par une manipulation du titre s'expliquant par la création d'une apparence de liquidités et la sécurisation du prix de l'action. L'édition des documents bancaires a révélé que X avait vendu 175 000 actions Y immédiatement avant la suspension de la cotation. Arguant qu'elle n'avait vendu qu'une partie des actions Y en sa possession et que la requête n'était de ce fait pas proportionnelle, X s'est opposée à la transmission à la CMVM de l'intégralité des informations requises. Considérant que la requête de la CMVM remplissait en particulier les conditions de proportionnalité et de spécialité, la FINMA a délivré les informations requises.

**Entrée en force:** Confirmé par arrêt du TAF B-2165/2017 du 21.6.2017 (dernière instance).

36

**Entscheiddatum:** 27.4.2017

**Zusammenfassung:** Die deutsche Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin) ersuchte die FINMA um internationale Amtshilfe wegen Verdachts auf Marktmanipulation im Zusammenhang mit dem Handel von Aktien der X AG. Die Aktie sei seit Ende 2010 in einem Börsenbrief beworben worden, ohne dass dabei zugleich die Interessenkonflikte offengelegt worden seien, die darin bestanden hätten, dass die Verfasser des Börsenbriefs bzw. mit diesen mitäterschaftlich zusammenwirkende dritte Positionen in den Aktien der X AG gehalten und zu verkaufen beabsichtigt hätten. Die BaFin ersuchte für diejenigen Konten, über die nach ihrem Dafürhalten verdächtige Transaktionen getätigt worden waren, u.a. um Übermittlung einer Aufstellung sämtlicher Bestandesveränderungen für den Zeitraum Mai 2010 bis April 2011. Die FINMA bejahte im Grundsatz die Zulässigkeit der Amtshilfe. Hingegen kürzte sie den relevanten Zeitraum um sechs Monate, womit eine chronologische Kongruenz zwischen den getätigten Transaktionen und den Bewerbungen hergestellt wurde.

**Rechtskraft:** Eine gegen die Verfügung erhobene Beschwerde wurde vom Bundesverwaltungsgericht abgewiesen, vgl. Urteil BVGer B-2710/2017 vom 8.8.2017 (letztinstanzlich).

25

### 37

**Date de la décision:** 27.7.2017

**Résumé:** La British Columbia Securities Commission (BCSC) a sollicité l'assistance administrative internationale de la FINMA en relation avec le titre de la société Y dans le cadre d'une enquête menée relativement à une potentielle manipulation de marché de type «*pump and dump*». A l'appui de sa requête, la BCSC explique que des promoteurs auraient orchestré une campagne publicitaire par le biais d'un rapport promotionnel publié sur Internet. La publication de ce rapport a engendré une hausse significative tant du volume d'actions échangées que de leur valeur. Après la publication de ce rapport, X SA a revendu un grand nombre d'actions depuis un compte à l'étranger, engendrant un bénéfice conséquent. X SA a, préalablement à la promotion et à partir d'un compte en Suisse, effectué un versement en faveur d'une personne impliquée dans la promotion du titre de la société Y. La BCSC souhaite obtenir les documents bancaires, y compris l'identité de l'ayant droit économique du compte suisse de X SA. Considérant que la transmission à la BCSC de l'intégralité des informations n'était pas proportionnelle, X SA s'y est opposée. Se fondant sur la jurisprudence actuelle, la FINMA a rejeté les arguments de X SA et octroyé l'assistance administrative.

**Entrée en force:** Confirmé par arrêt du TAF B-4518/2017 du 20.11.2017 (dernière instance).

### 38

**Date de la décision:** 30.8.2017

**Résumé:** L'Autorité des marchés financiers (AMF) a sollicité l'assistance administrative internationale de la FINMA en relation avec les obligations Y dans le cadre d'une enquête menée relativement à un cas potentiel de *front running*, qui en droit français est considéré comme un délit d'initié. A l'appui de ses deux requêtes (jointes par la suite), l'AMF explique avoir relevé un nombre significatif de transactions réalisées à des prix favorables sur les obligations Y par l'établissement bancaire Z via un courtier qui, peu de temps après, a débouclé très majoritairement sa position en obligations acquises ou vendues à l'établissement bancaire Z face à l'établissement bancaire X SA. L'AMF souhaite connaître l'identité des bénéficiaires économiques pour le compte desquels les transactions suspectes ont été réalisées. L'édition de documents bancaires a permis d'identifier le titulaire du compte et révélé qu'il s'agissait de X SA. Celle-ci s'est opposée à la transmission d'informations et de documents la concernant à l'AMF au motif que celle-ci ne remplirait pas les conditions de l'art. 42 al. 2 LFINMA, que l'activité de *front running* décrite par l'AMF dans sa requête ne pourrait pas constituer un délit d'initié et que le principe de la double incrimination ne serait pas respecté. Considérant que l'AMF satisfaisait pleinement aux exigences de confidentialité et de spécialité imposées par l'art. 42 al. 2 LFINMA, que le *front running* était considéré en droit français comme un délit d'initié au sens de l'art. 621-3 du Règlement général de l'AMF et que la condition de la double incrimination n'avait pas à être examinée pour l'octroi de l'assistance administrative, la FINMA a notifié à la partie une décision.

**Entrée en force:** Confirmé par arrêt du TAF B-5099/2017 du 20.12.2017 (dernière instance).

39

**Date de la décision:** 25.10.2017

**Résumé:** L'Autorité des marchés financiers (AMF) Québec a sollicité l'assistance administrative internationale de la FINMA en relation avec les titres de plusieurs sociétés dans le cadre d'une enquête menée relativement à de potentiels délits d'initié. A l'appui de ses deux requêtes (principale et complémentaire), l'AMF Québec explique enquêter sur un groupe d'individus qui aurait réalisé un nombre significatif de transactions portant sur les titres de sociétés liées à des fusions et/ou acquisitions impliquant parfois la société A. C'est en effet par le biais de l'ancien directeur général de la société A que le groupe aurait pu avoir connaissance de ces informations. De plus, le groupe aurait mis en place un système de paiement de commissions (*kickback*) permettant de rémunérer les individus qui transmettaient l'information aux autres membres du groupe. Pour les relations bancaires identifiées en Suisse, l'AMF Québec souhaite connaître l'identité des bénéficiaires économiques des comptes sur lesquels les transactions suspectes ont été réalisées. L'édition de documents bancaires a permis d'identifier les titulaires des comptes et révélé qu'il s'agissait de B, X SA, Y SA et Z SA. Ceux-ci se sont opposés à la transmission à l'AMF Québec d'informations et de documents les concernant au motif que sa requête ne remplirait pas, pour certaines transactions à tout le moins, les conditions de l'art. 42 al. 2 LFINMA. Le principe de proportionnalité de l'art. 42 al. 4 ne serait pas non plus respecté. Les enquêtes d'entraide administrative internationale devraient en outre être suspendues en raison de litiges pendants devant diverses instances canadiennes. Après jonction des causes, la FINMA a procédé à la

notification d'une décision formelle à B, X SA, Y SA et Z SA exposant que l'entraide pouvait être accordée à l'AMF Québec dans la mesure où elle satisfaisait pleinement aux exigences de spécialité imposée par l'art. 42 al. 2 LFINMA. La proportionnalité est en outre également garantie. Enfin, il ne se justifie pas de suspendre l'entraide, l'AMF Québec étant en principe tenue au principe de confidentialité.

**Entrée en force:** Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral; procédure de recours B-6294/2017.

### 40

**Date de la décision:** 30.11.17

**Résumé:** L'Autorité des marchés financiers (AMF) a sollicité l'assistance administrative internationale de la FINMA en relation avec le titre de la société Z, dans le cadre d'une enquête menée relativement à un potentiel délit d'initié. A l'appui de sa requête, l'AMF explique que X a acheté des actions Z peu avant une annonce positive et les a revendues peu après cette annonce depuis un compte en Angleterre, engendrant un bénéfice d'environ 1,6 million d'euros. X a ensuite versé 2,4 millions d'euros sur son compte en Suisse. L'AMF suspecte X d'avoir utilisé ce compte afin de rémunérer des titulaires d'informations privilégiées. Elle envisage également de mettre sous séquestre les bénéfices issus des transactions sur Z. L'AMF souhaite obtenir les détails des virements sortants et les documents d'ouverture du compte de X en Suisse. Dans le cas où X a transféré les fonds en question sur un autre de ses comptes en Suisse ou sur un compte dont il est l'ayant droit économique, l'AMF souhaite obtenir pour ces comptes les mêmes documents. Durant la période concernée, X a effectué un transfert en faveur d'un autre de ses comptes en Suisse ainsi qu'en faveur du compte d'Y SA. X et Y SA ont refusé la transmission de l'intégralité des informations requises à l'AMF, considérant qu'elle était non proportionnelle et assimilable à une *fishing expedition*. Estimant que l'AMF avait démontré l'existence d'un soupçon initial et que les autres conditions étaient remplies, la FINMA a accordé l'assistance administrative.

**Entrée en force:** Un recours est pendante devant le Tribunal administratif fédéral; procédure de recours B-6922/2017.

### Vue d'ensemble

Il est possible de former recours contre une décision de la FINMA devant le Tribunal administratif fédéral. En principe, un arrêt du Tribunal administratif fédéral peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral. Font exception les décisions relevant de l'assistance administrative internationale ainsi que les décisions de la FINMA en matière d'offres publiques d'acquisition : dans ces cas-là, le Tribunal administratif fédéral constitue l'autorité de dernière instance.

Ci-après sont listés les jugements des tribunaux rendus durant l'année 2017 dans le domaine de compétence de l'*enforcement* de la FINMA. Pour une meilleure lisibilité, la liste est répartie en catégories, faisant ainsi la distinction entre les arrêts relevant du domaine autorisé (y compris les cas relatifs à la surveillance des marchés, p. 30), concernant les prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (p. 31) et l'assistance administrative internationale (p. 33). Le numéro de l'arrêt permet de consulter les décisions correspondantes dans les banques de données des tribunaux.

### Domaine autorisé et surveillance des marchés

#### Arrêts du Tribunal fédéral

Urteil BGer 2C\_687/2017 vom 22.8.2017 (Zwischenverfügung BVGer B-757/2017 vom 26.7.2017) / Löschung aus dem Versicherungsvermittlerregister, Eintragungssperre, unentgeltliche Rechtspflege: Abweisung der Beschwerde (**Fall 3**)

#### Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Décision de radiation TAF B-4310/2015 du 24.1.2017 (entrée en force) / violation de l'obligation d'informer et d'annoncer, garantie d'une activité irréprochable: levée de la suspension, l'affaire est radiée du rôle (cf. rapport sur l'enforcement **2015, cas 5**)

Décision de radiation TAF B-4294/2015 du 24.1.2017 (entrée en force) / violation de l'obligation d'informer et d'annoncer, garantie d'une activité irréprochable: levée de la suspension, l'affaire est radiée du rôle (cf. rapport sur l'enforcement **2015, cas 5**)

Sentenza TAF B-8041/2016 del 22.2.2017 (cresciuta in giudicato) / nomina di un incaricato dell'inchiesta: ricorso respinto

Urteil BVGer B-5756/2014 vom 18.5.2017 (rechtskräftig) / Bankenrechtliche Gewährs- und Organisationserfordernisse: Gutheissung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 14**)

Urteil BVGer B-1242/2016 vom 20.6.2017 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C\_717/2017) / Zusatzversicherung: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2016, Fall 2**)

Urteil BVGer B-3638/2017 vom 19.9.2017 (rechtskräftig) / Akteneinsicht: Nichteintreten auf die Beschwerde

Urteil BVGer B-5772/2015 vom 20.9.2017 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C\_929/2017) / Schwere Verletzung von aufsichtsrechtlichen Bestimmungen, Berufsverbot: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 9**)

### Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit

Urteil BVGer B-1290/2017 vom 22.9.2017 (rechtskräftig) / Rechtsverweigerung, eventualiter Rechtsverzögerung im Enforcementverfahren: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten

Urteil BVGer B-757/2017 vom 23.10.2017 (rechtskräftig) / Löschung aus dem Versicherungsvermittlerregister, Eintragungssperre: Nichteintreten auf die Beschwerde (**Fall 3**)

Arrêt TAF B-3768/2017 du 8.11.2017 (entré en force) / violation des obligations de diligence en matière de blanchiment d'argent, publication d'un communiqué de presse, demande de restitution de l'effet suspensif et de mesures provisoires urgentes: recours irrecevable

Urteil BVGer B-4730/2017 vom 13.12.2017 (rechtskräftig) / Tätigkeitsverbot, Berufsverbot: Nichteintreten auf die Beschwerde (**Fall 15**)

#### Arrêts du Tribunal fédéral

Urteil BGer 2F\_1/2017 vom 16.1.2017 (Revision Urteil BGer 2C\_305/2016 vom 24.11.2016) / Unbewilligte Ausübung der Finanzintermediation, Liquidation, Tätigkeitsverbot und Publikation: Nichteintreten auf die Eingabe (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 44**)

Urteil BGer 2C\_158/2017 vom 27.3.2017 (Zwischenentscheid BVGer B-4354/2016 vom 6.1.2017) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Liquidation und Konkurs, Unterlassungsanweisung und Veröffentlichung: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2016, Fall 21**)

Verfügung BGer 2C\_360/2017 vom 15.5.2017 (Urteil BVGer B-6648/2015 vom 17.3.2017) / Fristerstreckung, Freigabe von Mitteln: Abweisung des Gesuches um vorsorgliche Massnahmen

Verfügung BGer 2C\_359/2017 vom 15.5.2017 (Urteil BVGer B-6651/2015 vom 17.3.2017) / Fristerstreckung, Freigabe von Mitteln: Abweisung des Gesuches um vorsorgliche Massnahmen

### Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Sentenza TAF B-3684/2015 del 25.1.2017 (cresciuta in giudicato) / pubblicazione dell'ordine di astenersi dall'esercizio di un'attività assoggettata senza la necessaria autorizzazione per 4 anni: ricorso respinto (cfr. Rapporto sull'*enforcement* **2015, caso 29**)

Urteil BVGer B-6648/2015 vom 17.3.2017 (angefochten; siehe Urteil BGer 2C\_360/2017) / Fristerstreckung, Freigabe von Mitteln: Nichteintreten auf die Beschwerde

Urteil BVGer B-6651/2015 vom 17.3.2017 (angefochten; siehe Urteil BGer 2C\_359/2017) / Fristerstreckung, Freigabe von Mitteln: Nichteintreten auf die Beschwerde

Urteil BVGer B-7262/2015 vom 19.4.2017 (angefochten; siehe Urteil BGer 2C\_428/2017) / Fristerstreckung, Akteneinsicht, Zutritt zu Räumlichkeiten und Zugang zu Infrastruktur, Freigabe von Mitteln, Einvernahme, Umsetzung von beantragten Massnahmen: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten werde bzw. sie nicht gegenstandslos geworden sei

Abschreibungsentscheid B-4379/2016 vom 10.7.2017 (rechtskräftig) / Verfahrensteilung, Teilentscheid: Abschreibung des Beschwerdeverfahrens und des Gesuches um vorsorgliche Massnahmen, Abweisung betr. Verfahrenskosten und Parteientschädigung

Urteil BVGer B-507/2016 vom 17.8.2016 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen, unerlaubte Verwendung des Ausdrucks «Sparen», Unterlassungsanweisung, Publikation: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 41**)

Urteil BVGer B-3380/2015 vom 21.8.2015 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C\_858/2017) / Konkursöffnung: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 25**)

Urteil BVGer B-3729/2015 vom 25.8.2015 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C\_860/2017) / Unbewilligte Entgegennahme von Publikums-einlagen, Liquidation und Konkurs, Unterlassungsanweisung und Publikation: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 31**)

Urteil BVGer B-561/2014 vom 19.9.2014 (rechtskräftig) / Unerlaubte Tätigkeit als Finanzintermediär im Sinne von Art. 2 Abs. 3 GwG, Liquidation, Verbot einer unbewilligten Tätigkeit: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten werde

Urteil BVGer B-2005/2017 vom 31.10.2017 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen, Unterlassungsanweisung, Publikation: Nichteintreten auf die Beschwerde (**Fall 20**)

Urteil BVGer B-5712/2015, B-6430/2015 vom 1.11.2015 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C\_1068/2017 und 2C\_1070/2017) / Emissionshäufigkeit, Betrieb einer kollektiven Kapitalanlage, Konkurs, Unterlassungsanweisung, Publikation: Nichteintreten auf die Beschwerde der Beschwerdeführer 2 und 3, Abweisung der Beschwerde der Beschwerdeführer 1 und 4 (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 35**)

### Assistance administrative internationale

#### Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Urteil BVGer B-4354/2016 vom 30.11.2017 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumsseinlagen, Liquidation und Konkurs, Unterlassungsanweisung und Veröffentlichung: Gutheissung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten und Aufhebung der Verfügung (siehe Enforcementbericht **2016, Fall 21**)

Urteil BVGer B-2188/2016 vom 4.12.2017 (rechtskräftig) / Unerlaubter Effektenhandel, Unterlassungsanweisung, Publikation: teilweise Gutheissung der Beschwerde, im Übrigen Abweisung der Beschwerde soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2016, Fall 16**)

Sentenza TAF B-7062/2016 del 8.12.2017 (cresciuta in giudicato) / ordine di astenersi dall'esercizio di un'attività assoggettata senza la necessaria autorizzazione, pubblicazione: ricorso parzialmente accolto; per il resto, ricorso respinto (cfr. Rapporto sull'enforcement **2016, caso 25**)

Abschreibungsentscheid BVGer B-5780/2017 vom 11.12.2017 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumsseinlagen, Unterlassungsanweisung und Publikation: Abschreibung zufolge Rückzugs (**Fall 29**)

Urteil BVGer B-4772/2017 vom 19.12.2017 (angefochten) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumsseinlagen, Liquidation und Konkurs, Unterlassungsanweisung und Veröffentlichung: Gutheissung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten und Aufhebung der Verfügung (**Fall 25**)

Urteil BVGer B-5120/2016 vom 23.2.2017 / BaFin / Ausstand: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten

Arrêt du TAF B-524/2017 du 10.4.2017 / AMF / entraide administrative internationale: le recours est rejeté (cf. rapport sur l'enforcement **2016, cas 40**)

Arrêt du TAF B-520/2017 du 1.5.2017 / AMF / entraide administrative internationale: le recours est rejeté (cf. rapport sur l'enforcement **2016, cas 43**)

Arrêt du TAF B-2165/2017 du 21.6.2017 / CMVM / entraide administrative internationale: le recours est rejeté (**cas 35**)

Urteil BVGer B-1534/2017 vom 3.7.2017 / SEC / Internationale Amtshilfe: teilweise Gutheissung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten, im Übrigen Abweisung der Beschwerde (**Fall 34**)

Urteil BVGer B-2710/2017 vom 8.8.2017 / BaFin / Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde (**Fall 36**)

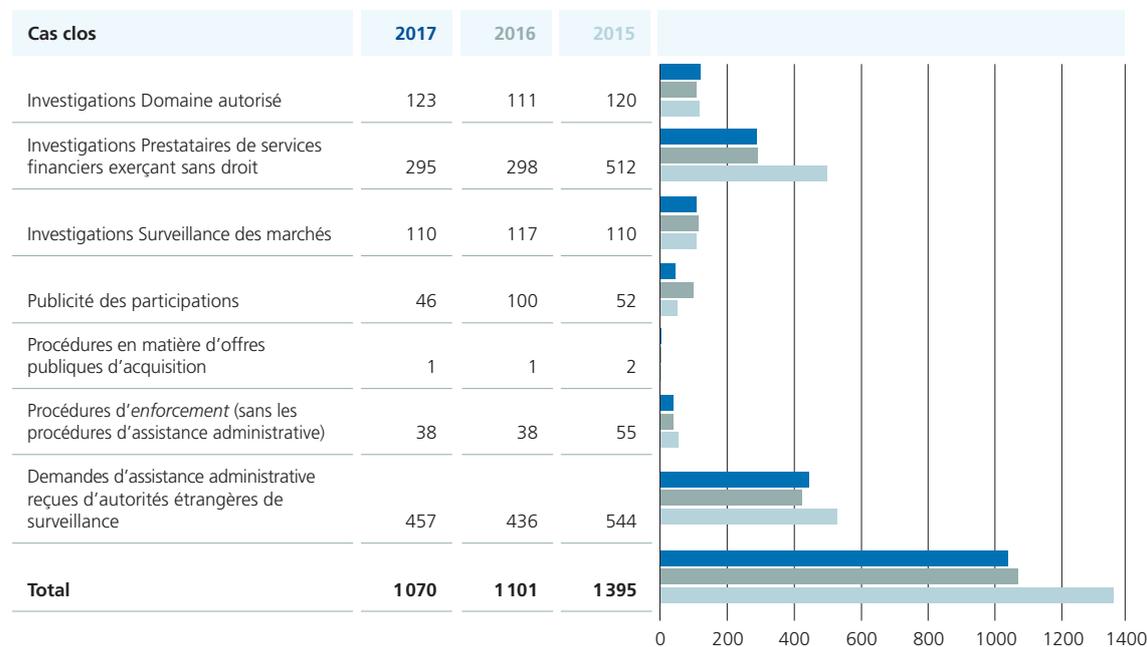
Arrêt du TAF B-1219/2017 du 31.8.2017 / CMA / entraide administrative internationale: le recours est rejeté (**cas 33**)

Arrêt du TAF B-4518/2017 du 20.11.2017 / BCSC / entraide administrative internationale: le recours est rejeté (**cas 37**)

Arrêt du TAF B-5099/2017 du 20.12.2017 / AMF / entraide administrative internationale: le recours est rejeté (**cas 38**)

## Statistiques générales<sup>1</sup>

### Cas d'enforcement clos



<sup>1</sup> En raison de modifications ou d'adaptations rétrospectives, il est possible que les données statistiques ici présentées diffèrent légèrement de celles du rapport de l'année dernière. Dans la présente édition notamment, les décisions relevant du domaine de l'insolvabilité ne sont pas comptabilisées (les statistiques correspondantes figurent dans le rapport annuel de la FINMA).

<sup>2</sup> La valeur médiane depuis 2014 est de 9,08 mois.



### Procédures d'enforcement

<b>Procédures d'enforcement closes par domaine</b> (procédures d'assistance administrative exclues)	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Domaine autorisé	9	15
dont activité bancaire/négoce de valeurs mobilières	5	5
dont activité d'assurance	0	2
dont IFDS	0	3
dont gestionnaires d'actifs (gestionnaires de placements collectifs suisses)	1	0
autres	3	5
Procédures individuelles contre des collaborateurs	17	10
Domaine non autorisé	12	13
<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>38</b>

<b>Parties concernées par des procédures d'enforcement closes</b> (procédures d'assistance administrative exclues ; plusieurs parties concernées possibles par procédure)	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Personnes morales dans le domaine autorisé	13	17
Personnes physiques dans le domaine autorisé	11	9
Personnes morales exerçant sans droit	23	33
Personnes physiques exerçant sans droit	32	32
<b>Total</b>	<b>79</b>	<b>91</b>

### Assistance administrative internationale

<b>Demandes d'assistance administrative closes par objet (reçues)</b> (plusieurs objets possibles par demande)	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Comportements abusifs sur le marché	173	153
Banques	42	37
Assurances	1	4
Marchés	11	18
<i>Fit and proper</i>	96	123
Procédure de transmission	6	12
Demandes générales	115	86
Investigations art. 271 CP	1	4
Investigations art. 4 <sup>quinquies</sup> LB	3	2
Autres	10	0
<b>Total</b>	<b>458</b>	<b>439</b>

<b>Demandes d'assistance administrative closes par pays (reçues)</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
France	47	55
Allemagne	60	46
Etats-Unis	52	46
Royaume-Uni	33	36
Autriche	11	9
Italie	14	22
Canada	15	3
Liechtenstein	8	7
Autres autorités européennes (UE)	99	111
Autres autorités européennes (hors UE)	32	24
Autorités du Proche-Orient, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Asie	75	68
Autorités africaines	11	9
<b>Total</b>	<b>457</b>	<b>436</b>

### Demandes d'assistance administrative émanant d'autorités étrangères

#### Procédure relative au client

Durant l'année sous revue, 131 (2016 : 238) clients de titulaires d'autorisation se sont vu notifier des demandes d'assistance administrative reçues d'autorités étrangères. Dans 9 (2016 : 6) cas, une décision sujette à recours a été demandée. 9 (2016 : 4) décisions ont été contestées devant le Tribunal administratif fédéral. En

2017, le Tribunal administratif fédéral a tranché dans 8 (2016 : 5) cas, dont 7 (2016 : 4) en faveur de la FINMA.

Pour 21 (2016 : 23) clients, les informations ont été transmises sans information préalable des personnes concernées conformément à l'art. 42a al. 4 LFINMA.

#### Demandes d'assistance administrative déposées par la FINMA dans le cadre de ses propres procédures d'enforcement

Demandes d'assistance administrative closes par pays (déposées)	2017	2016
France	2	4
Allemagne	5	12
Etats-Unis	1	2
Royaume-Uni	7	13
Autriche	1	3
Italie	0	2
Canada	0	1
Liechtenstein	2	10
Autres autorités européennes (UE)	6	10
Autres autorités européennes (hors UE)	3	1
Autorités du Proche-Orient, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Asie	2	3
Autorités africaines	0	0
<b>Total</b>	<b>29</b>	<b>61</b>

Objets des activités d'enforcement correspondantes	2017	2016
Domaine autorisé	11	9
Activité exercée sans droit	8	20
Surveillance des marchés	10	2
<b>Total</b>	<b>29</b>	<b>61</b>

## Statistiques

---

Déclarations <sup>3</sup> selon l'art. 42c al. 3 LFINMA	2017
Banques	81
Assurances	86
Autres domaines d'activité	2
<b>Total</b>	<b>169</b>
dont ...	
... avec exemption de l'obligation de déclaration préalable pour des transmissions de même type (Cm 69 de la Circ.-FINMA 17/6)	21
... avec réserve de la voie de l'assistance administrative par la FINMA (art. 42c al. 4 LFINMA)	8

<sup>3</sup> Toute communication d'un projet de transmission est comptabilisée comme une déclaration, et ce, indépendamment du fait – souvent observé dans la pratique – que la transmission annoncée porte sur différents rapports, documents ou faits.

## Statistiques

### Décisions en matière d'enforcement

#### Généralités

Décisions par langue	2017	2016
Allemand	50	54
Français	17	21
Italien	0	5
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>80</b>

Décisions par type	2017	2016
Décisions finales	48	44
Décisions incidentes	16	35
Décisions en reconsidération	3	1
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>80</b>

Décisions par domaine	2017	2016
Domaine autorisé	23	35
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit	25	36
Surveillance des marchés	6	1
Publicité des participations	3	1
Offres publiques d'acquisition	1	1
Assistance administrative	9	6
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>80</b>

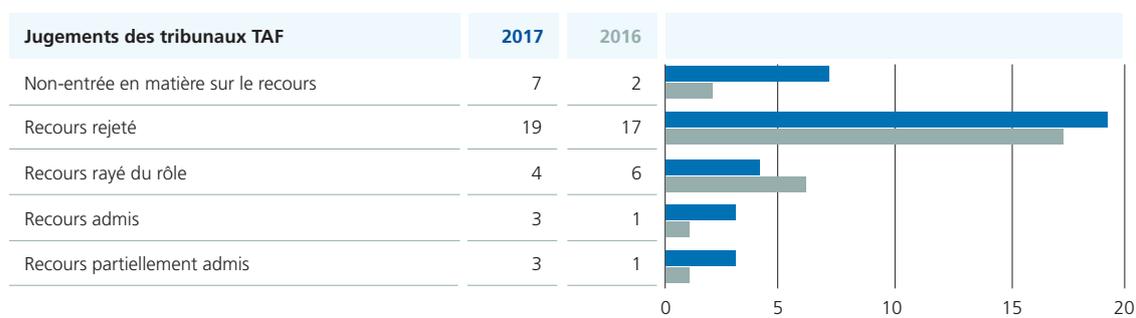
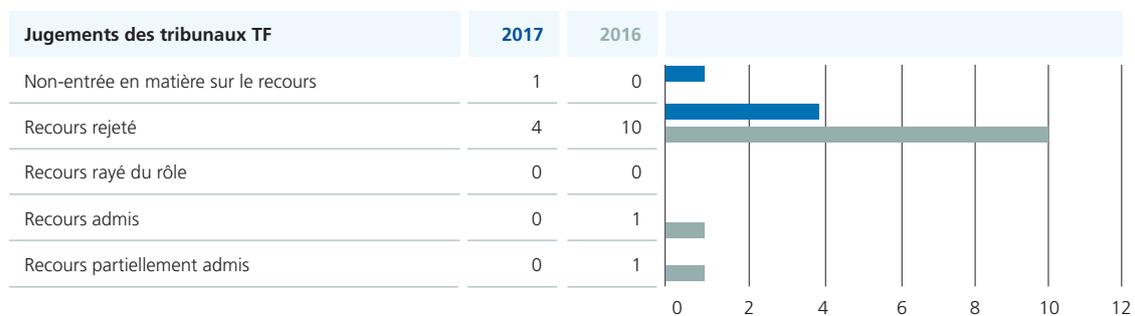
Décisions selon le type de personnes concernées	2017	2016
Personnes morales	76	104
Personnes physiques	53	43
<b>Total</b>	<b>129</b>	<b>147</b>

### Mesures

Mesures ordonnées dans des décisions (procédures d'assistance administrative exclues ; plusieurs mesures et plusieurs personnes concernées possibles par décision)	Personnes morales concernées		Personnes physiques concernées	
	2017	2016	2017	2016
Conditions et restrictions (art. 31 LFINMA)	7	9	0	0
Décision en constatation (art. 32 LFINMA) suivie de mesures	31	31	27	28
Décision en constatation (art. 32 LFINMA) non suivie de mesures	1	2	0	3
Interdiction d'exercer (art. 33 LFINMA)	–	–	6	4
Interdiction de pratiquer (art. 35a LBVM)	–	–	3	0
Interdiction générale d'exercer, sans l'autorisation nécessaire, une activité soumise à autorisation et de faire de la publicité à cet effet	4	2	26	26
Publication de la décision/du dispositif (art. 34 LFINMA)	0	0	23	17
Confiscation (art. 35 LFINMA)	6	2	2	0
Nomination d'un chargé d'enquête (art. 36 LFINMA)	16	25	2	0
Accompagnement par des tiers de la mise en œuvre des mesures	3	1	0	0
Retrait de l'autorisation (art. 37 LFINMA)	0	2	0	0
Ouverture de la faillite/liquidation	9	26	0	0

## Statistiques

### Jugements des tribunaux



## Statistiques

### Dénonciations auprès des autorités de poursuite pénale

Dénonciations pénales au service de droit pénal du DFF	2017	2016
<b>Total des dénonciations pénales</b>	<b>115</b>	<b>143</b>
<b>Nombre de personnes dénoncées</b> (plusieurs personnes possibles par dénonciation pénale)		
Inconnu	3	0
Personnes morales nominativement désignées	50	74
Personnes physiques nominativement désignées	113	129
<b>Total</b>	<b>166</b>	<b>203</b>
<b>Objets des dénonciations pénales</b> (plusieurs objets possibles par dénonciation pénale)		
Acceptation illicite de dépôts du public	15	16
Utilisation du terme de « banque », etc.	11	4
Négoce en valeurs mobilières exercé sans droit	7	4
Intermédiation financière selon la LBA exercée sans droit/sans affiliation à un OAR	10	7
Activité selon la LPCC exercée sans droit	6	4
Activité d'assurance exercée sans droit	0	2
Obligation de déclarer selon la LBVM/selon la LIMF	33	83
Obligation d'annonce selon la LBA	7	2
Transmission de fausses informations à la FINMA	4	0
Non-respect d'une décision de la FINMA	1	2
Autres	36	27
<b>Dénonciations pénales aux cantons</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Total des dénonciations pénales</b>	<b>14</b>	<b>18</b>
<b>Nombre de personnes dénoncées</b> (plusieurs personnes possibles par dénonciation pénale)		
Inconnu	6	6
Personnes morales nominativement désignées	7	8
Personnes physiques nominativement désignées	7	16
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>30</b>
<b>Objets des dénonciations pénales</b> (plusieurs objets possibles par dénonciation pénale)		
Violation du secret bancaire	6	7
Infractions contre le patrimoine	4	8
Autres	4	4
<b>Communications finales au Ministère public de la Confédération</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Communications ayant caractère de dénonciation	6	6
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>

## Abréviations

---

**a** alt / Ancien

**ABV-FINMA** Verordnung vom 21. Oktober 1996 der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht über die ausländischen Banken in der Schweiz (Auslandbankenverordnung-FINMA; SR 952.111)

**AG** Aktiengesellschaft

**al.** alinéa

**AMF** Autorité des marchés financiers

**Art. / art. / art.** Artikel / article / articolo

**BaFin** Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (Deutschland)

**BankG** Bundesgesetz vom 8. November 1934 über die Banken und Sparkassen (Bankengesetz; SR 952.0)

**BankV** Verordnung vom 30. April 2014 über die Banken und Sparkassen (Bankenverordnung; SR 952.02)

**BCSC** British Columbia Securities Commission

**BEHG** Bundesgesetz vom 24. März 1995 über die Börsen und den Effektenhandel (Börsengesetz; SR 954.1)

**BGer** Bundesgericht

**Bst.** Buchstabe

**betr.** betreffend

**BVGer** Bundesverwaltungsgericht

**bzw.** beziehungsweise

**cf.** confer

**CHF** Schweizer Franken / francs suisses / franchi svizzeri

**Circ.-FINMA** circulaire de la FINMA

**Cm** Chiffre marginal

**CMA** Capital Markets Authority

**CMVM** Comissão do Mercado de Valores Mobiliários

**CP** Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (RS 311.0)

Codice penale svizzero del 21 dicembre 1937 (RS 311.0)

**d.h.** das heisst

**DFF** Département fédéral des finances / Dipartimento federale delle finanze

**EC** E-Coins

**EUR** Euro / euro

**ff.** fortfolgende

**FinfraG** Bundesgesetz vom 19. Juni 2015 über die Finanzmarktinfrastrukturen und das Marktverhalten im Effekten- und Derivatehandel (Finanzmarktinfrastrukturgesetz; SR 958.1)

**FinfraV** Verordnung vom 25. November 2015 über die Finanzmarktinfrastrukturen und das Marktverhalten im Effekten- und Derivatehandel (Finanzmarktinfrastrukturverordnung; SR 958.11)

**FinfraV-FINMA** Verordnung vom 3. Dezember 2015 der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht über die Finanzmarktinfrastrukturen und das Marktverhalten im Effekten- und Derivatehandel (Finanzmarktinfrastrukturverordnung-FINMA; SR 958.111)

**FINMA** Eidgenössische Finanzmarktaufsicht / Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers / Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari / Swiss Financial Market Supervisory Authority

**FINMAG** Bundesgesetz vom 22. Juni 2007 über die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (Finanzmarktaufsichtsgesetz; SR 956.1)

**FINMA-RS 13/8** FINMA-Rundschreiben 2013/8 vom 29. August 2013 «Marktverhaltensregeln»

**FINMA-RS 08/3** FINMA-Rundschreiben 2008/3 vom 20. November 2008 «Publikumseinlagen bei Nichtbanken»

**FINMA-RS 08/38** FINMA-Rundschreiben 2008/38 vom 20. November 2008 «Marktverhaltensregeln»

**GmbH** Gesellschaft mit beschränkter Haftung

**GwG** Bundesgesetz vom 10. Oktober 1997 über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung im Finanzsektor (Geldwäschereigesetz; SR 955.0)

**IFDS** Intermédiaire financier directement soumis / Intermediario finanziario direttamente sottoposto

**i.S.v.** im Sinne von

**i.V.m.** in Verbindung mit

**LB** Loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne (loi sur les banques; RS 952.0)

**LBA** Loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (loi sur le blanchiment d'argent; RS 955.0)

## Abréviations

---

**let. / lett.** Lettre / lettera

**LFINMA** Loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (loi sur la surveillance des marchés financiers; RS 956.1) / Legge federale del 22 giugno 2007 concernente l'Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari (legge sulla vigilanza dei mercati finanziari; RS 956.1)

**LPCC** Loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (loi sur les placements collectifs; RS 951.31)

**Ltd.** Limited

**Mio.** Million / milione

**Mrd.** Milliarde

**OAR** Organisme d'autorégulation

**OB** Ordonnance sur les banques et les caisses d'épargne du 30 avril 2014 (ordonnance sur les banques; RS 952.02)

**OBA-FINMA** Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers du 3 juin 2015 sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent; RS 955.033.0)

**OLS** Offenlegungsstelle der Börse

**OR** Bundesgesetz vom 30. März 1911 betreffend die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Fünfter Teil: Obligationenrecht [Obligationenrecht; SR 220])

**p.** page

**PEP** politisch exponierte Person / personne politiquement exposée

**PLC** Public Limited Company

**Rz.** Randziffer

**S.** Seite

**SA** Société anonyme / società anonima

**SEC** Securities and Exchange Commission (USA)

**sog.** sogenannt

**ss** et suivants

**TAF** Tribunal administratif fédéral / Tribunale amministrativo federale

**u.a.** unter anderem

**UE** Union européenne / Unione Europea

**UEK** Übernahmekommission

**USD** US-Dollar

**VAG** Bundesgesetz vom 17. Dezember 2004 betreffend die Aufsicht über Versicherungsunternehmen (Versicherungsaufsichtsgesetz; SR 961.01)

**vd.** vedi

**vgl.** vergleiche

**z.B.** zum Beispiel

**ZN** Zweigniederlassung



## IMPRESSUM

---

### **Editeur**

Autorité fédérale de surveillance  
des marchés financiers FINMA  
Laupenstrasse 27  
CH-3003 Berne  
Tél. +41 (0)31 327 91 00  
Fax +41 (0)31 327 91 01  
info@finma.ch  
www.finma.ch

### **Formulation indifférenciée quant au genre**

Par souci de lisibilité, il n'est pas fait ici de  
différenciation quant au genre, par exemple  
entre créancières et créanciers ou investisseuses  
et investisseurs. Les termes employés s'appliquent  
sans distinction aux deux sexes.

### **Imprimeur**

BBL

### **Mise en page**

FINMA